



Décrochage et accrochage

En Suisse, un contrat d'apprentissage sur quatre est résilié avant terme. Cette proportion semble assez haute et on entend déjà les commentaires du genre: «La jeunesse d'aujourd'hui n'a plus d'endurance» ou «De toute façon, ils se la coulent trop douce de nos jours». Mais elle n'est pas vraiment élevée si on la compare avec la formation professionnelle en Allemagne ou avec les chiffres des hautes écoles spécialisées et des universités. Même si la majorité des commentaires sont critiques sur les abandons en cours de formation – et ce notamment à l'évocation des conséquences personnelles, économiques et sociétales – il est tout à fait évident qu'il s'agit là d'un aspect «normal» de la réalité sociale à cet âge.

Dans la société occidentale, les jeunes de 15 à 25 ans suivent d'innombrables processus de développement, et cela de façon plus ou moins parallèle: modifications corporelles, formation de l'identité et du concept de soi, définition des rôles, détachement des parents, construction et maintien de relations de couple ou d'amitié, préparation de l'autonomie financière, sans oublier l'évolution professionnelle. S'il était possible d'esquisser sur un plan toute la vie humaine, personne n'aurait l'idée d'amonceler autant d'évolutions sur une période de vie aussi courte.

Etant donné la grande variété de ces exigences appelées «tâches de développement» en psychologie, il n'est guère étonnant que certaines d'entre elles ne soient pas réalisées à la perfection, d'autant que l'éventail des choix n'a jamais été aussi large qu'aujourd'hui. Alors qu'autrefois le chemin à suivre était souvent plus clair, mais aussi ressenti comme un corset en raison des attentes de normalité,

les jeunes ont aujourd'hui la possibilité de choisir entre des voies très diverses dans presque tous les domaines. Les options multiples sont un vrai progrès, tout en étant liées à du stress au moment de prendre des décisions.

C'est pourquoi il doit être possible pour les jeunes de corriger des trajectoires individuelles dans la formation ou la profession, en sachant que cela relève parfois d'une nécessité impérieuse. Une rupture bien réfléchie, accompagnée de perspectives de changement et pouvant également comporter des pauses limitées dans le temps, peut se révéler très adéquate en termes de psychologie du développement. La maîtrise d'une phase de vie aussi critique – car l'abandon d'une formation en est bien une – peut aussi représenter le moteur d'un nouveau départ. La recherche confirme effectivement que la plupart des individus ayant interrompu leur formation rejoignent le système de formation à plus ou moins brève échéance.

Mais la maîtrise d'un abandon de formation peut aussi mal tourner, par exemple lorsqu'aucun titre professionnel ne peut plus être acquis au niveau secondaire II, standard minimum dans notre société. S'il était possible de réduire la taille de ce groupe, ce serait déjà une grande avancée. Pour cela, il est indispensable de bénéficier d'une bonne collaboration et coordination entre les entreprises, les écoles professionnelles, les parents, les organes de surveillance de l'apprentissage et le case management.

Par Stephan Schumann, professeur de pédagogie économique à l'Université de Constance. Il considère que l'abandon de ses études de médecine a été l'une des meilleures décisions qu'il ait jamais prises.

Décrochage scolaire

Développer les actions préventives

Pour être efficaces, les mesures contre le décrochage scolaire doivent remplir deux conditions: assurer la continuité de l'encadrement et instaurer une collaboration entre tous les intervenants.

Par Ingrid Rollier, rédactrice de PANORAMA

«La plupart des actions interviennent lorsque le décrochage a déjà eu lieu», constate Chantal Tièche Christinat, chercheuse responsable du Laboratoire Accrochage Scolaire et Alliances Educatives (LASALÉ). «Or, pour prévenir les difficultés d'insertion sociale et professionnelle, il est d'abord nécessaire de lutter contre l'échec scolaire et de repérer le plus tôt possible les élèves à risques.» Ceux-ci ne forment pas un groupe homogène facilement identifiable. Pour illustrer leur diversité, le LASALÉ présente une typologie de ces personnes (cf. encadré). Le laboratoire étudie le phénomène des ruptures scolaires et les structures pour les jeunes qui décrochent. Il évalue les pratiques et cherche à dégager les meilleures mesures d'«accrochage».

Selon Chantal Tièche Christinat, deux conditions sont essentielles pour le succès

d'une mesure. Premièrement, il faut instaurer des pratiques qui favorisent la continuité, c'est-à-dire offrir au jeune un nouveau milieu d'apprentissage d'une durée déterminée tout en conservant un lien avec sa vie scolaire, sociale et familiale habituelle. La régularité des échanges avec le milieu ordinaire est essentielle à la réussite de ce passage. Les dispositifs MATAS (Modules d'Activités Temporaires Alternatifs à la Scolarité) créés dans le canton de Vaud répondent aux critères des bonnes pratiques. Dans ces structures, la continuité est maintenue, voire renforcée à plusieurs niveaux: la relation entre intervenants et enseignants de l'école d'origine est favorisée afin d'assurer une continuité éducative; la direction de l'école d'origine et celle du dispositif garantissent le suivi institutionnel; une personne de référence,

en contact avec les parents, sert de relais entre l'école et la famille; les élèves restent en lien avec leurs camarades, par exemple en les invitant dans leur nouvel environnement.

La deuxième condition de réussite réside dans les alliances éducatives, autrement dit une collaboration étroite de toutes les personnes impliquées. Dans les MATAS, les élèves sont pris en charge par un duo formé d'un enseignant et d'un éducateur, et chaque situation est en général supervisée par une double direction socio-éducative et pédagogique. L'établissement d'origine est aussi impliqué dans l'évolution de l'élève. Les objectifs sont définis en commun et des spécialistes de différents domaines (pédagogie, psychologie, santé, orientation, etc.) interviennent selon les besoins.

Typologie d'élèves en risque de rupture

Le type «peu intéressé» (40% des décrocheurs potentiels): c'est le groupe d'élèves qui risque le moins de décrocher. Ces élèves sont particulièrement performants mais se montrent peu motivés et s'ennuient à l'école. Ils accordent peu d'importance à une bonne conduite ainsi qu'à l'organisation d'ensemble des consignes et des activités en classe. Ces élèves sont perçus positivement par le corps enseignant mais ne reçoivent guère de soutien affectif des parents.

Le type «troubles de comportement et difficultés d'apprentissage» (30%): ces élèves affichent la plus faible performance scolaire et présentent les problèmes de comportement les plus importants parmi les quatre types. Une bonne conduite ainsi que l'organisation d'ensemble des consignes et des activités

en classe n'ont que peu d'importance pour eux. Ces élèves sont perçus négativement par le corps enseignant et ont un niveau de dépression élevé (tristesse, perte d'énergie et d'estime de soi, etc.).

Le type «délinquance cachée» (20%): même s'ils sont bons à l'école, ces élèves accordent peu d'importance à l'ordre et à l'organisation en classe. Perçus positivement par le corps enseignant, ils sont soumis à un faible contrôle parental. Ce type de décrocheurs peut présenter les comportements suivants: agressions mineures cachées (men-songes, vols, etc.), dommages à la propriété (pyromanie, vandalisme, etc.), actes délinquants (vol à l'étalage, utilisation illégale de cartes de crédit, vol de voiture, trafic de drogue, infractions diverses, etc.).

Le type «dépressif» (10%): démontrant une performance scolaire dans la moyenne, ces élèves perçoivent peu d'ordre et d'organisation en classe (bonne conduite et organisation des consignes et activités). C'est le type de décrocheurs le mieux perçu par les enseignants. Aucun problème extériorisé de comportement n'est à signaler. Ces élèves souffrent d'un niveau de dépression au-dessus du seuil clinique, avec des idées suicidaires chez certains. Ce sont aussi ceux qui rencontrent le plus de problèmes familiaux. www.hepl.ch>Formation>Unités d'enseignement et de recherche>Pédagogie spécialisée>LASALÉ

Modèle genevois

Un suivi unique et une coordination de toutes les prestations

«La formation est obligatoire jusqu’à l’âge de la majorité», dit la Constitution genevoise. Les domaines de la formation, du social et de l’emploi unissent leurs forces pour atteindre cet objectif et amener chaque jeune à une certification du secondaire II.

Par Ingrid Rollier, rédactrice de PANORAMA

«Aujourd’hui, pour avoir ses chances sur le marché du travail, il est nécessaire d’avoir achevé une formation du secondaire II», rappelle Grégoire Evéquo, directeur général de l’Office pour l’orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC) de Genève. Le marché du travail nécessite une main-d’œuvre de plus en plus qualifiée et voit progressivement disparaître les emplois non qualifiés. L’absence de diplôme entraîne de plus grandes difficultés d’accès à l’emploi, accompagnées de risque de précarisation sociale. Cela est particulièrement vrai à Genève, où l’économie tertiaire est largement dominante. Pour amener chaque jeune à un diplôme du secondaire II, il est d’abord impératif d’identifier les personnes qui ont abandonné leur formation, puis de leur proposer des mesures adéquates.

Bien connaître le public concerné
A Genève, des études sur la problématique de la rupture sont menées depuis une dizaine d’années et un observatoire du décrochage scolaire a été mis en place en 2012 par le Service de la recherche en éducation, en collaboration avec l’OFPC et le service de l’enseignement secondaire II. Aujourd’hui, les éléments statistiques systématiquement récoltés et analysés chaque année livrent des informations détaillées sur les personnes quittant le système. Durant l’année scolaire 2013/2014, 976 jeunes ont décroché, un chiffre en baisse par rapport à l’année précédente. Les motifs de rupture sont multiples: difficultés scolaires, manque d’intérêt ou de motivation, problèmes personnels, facteurs sociaux. Quelque 75% des jeunes concernés souhaitent néanmoins terminer leur formation et près de 50% effectuent ce

retour dans les six mois, parfois en changeant de domaine ou de filière. Pour les autres, qui connaissent en majorité des difficultés personnelles, le processus est plus long. Les mesures mises en place visent prioritairement les personnes pour qui la reprise d’une formation pose problème. Afin d’offrir un accès centralisé à toutes les prestations, le service Cap Formations a été créé en 2013. Il permet de recevoir tous les jeunes de 15 à 25 ans en rupture de formation dans un lieu unique, situé à l’OFPC.

Collaboration entre trois services
Ce dispositif réunit une vingtaine de conseillers et conseillères de trois instances: l’OFPC, l’Office cantonal de l’emploi et, dès cet automne, l’Hospice général. Un jeune qui voudrait s’inscrire au chômage est d’abord dirigé vers Cap Formations. Tous les jeunes s’adressant à l’une ou l’autre instance sont ainsi recensés et dirigés vers ce dispositif, qui trouve son origine dans le case management mis en place dès 2006 avec le soutien de la Confédération. Il s’est développé et fonctionne comme structure cantonale autonome. Un suivi unique alliant social, formation et emploi est ainsi assuré. L’objectif est de privilégier l’accès à une qualification professionnelle, et non une insertion professionnelle sans certification. Chaque jeune est accompagné par un référent issu d’un des trois domaines. Différentes prestations sont proposées en fonction des besoins individuels et coordonnées par le référent qui entretient un lien durable avec le bénéficiaire. La démarche est axée sur la mise en valeur des compétences, grâce notamment à un instrument d’évaluation développé par l’OFPC qui permet de tester le

comportement en situation de travail et les compétences clés (autonomie, persévérance, travail en équipe, etc.) et qui aboutit à une attestation. Toutes les mesures – il en existe près de 50 – sont répertoriées et décrites dans un catalogue. Depuis l’an dernier, un volet préventif s’ajoute aux mesures réparatrices: l’établissement Lullin offre aux personnes en risque de rupture dans le secondaire II un accompagnement personnalisé avec un soutien éducatif, social, psychologique ou médical, favorisant le maintien en formation. Durant l’année scolaire 2013/2014, Cap Formations a accueilli 1430 jeunes: 46,5% d’entre eux sont entrés en formation à la rentrée 2014; près de la moitié suivaient des mesures pour envisager une entrée en formation; seuls 4,1% ont coupé tout contact.

Les mesures de soutien et d’accompagnement sont nombreuses. En revanche, les places préparant à l’entrée en formation manquent. Le directeur de l’OFPC souhaite développer ce domaine dans lequel les besoins sont très élevés: «Il faudrait transformer les ateliers existants et adapter leurs programmes pour qu’ils préparent à une qualification reconnue, car l’offre transitoire n’est pas une réelle solution si elle n’est pas articulée d’emblée avec une formation professionnelle.» Trop peu d’entreprises ou d’institutions offrent des places de formation avec un encadrement social. Pour Grégoire Evéquo, la formation duale représente l’outil le plus efficace: par rapport aux autres mesures, celle-ci ne s’adresse pas seulement aux personnes en difficulté mais aussi à tous les jeunes et peut mener à l’excellence.

.....
www.citedesmetiers.ch/geneve
>Rupture de formation

Etude

Chocs de croissance dans les universités

Un tiers des étudiants choisissent une discipline qui est en plein boom. Comme les conditions d’encadrement des filières à la mode peinent à suivre cette évolution, ces dernières présentent des taux élevés d’abandon. Une taille de volée réduite ne diminue toutefois pas les risques d’abandon.

Par Andrea Diem, collaboratrice scientifique, et Stefan C. Wolter, directeur du Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation

Le nombre d’abandons des études dans les universités suisses a marqué un recul sur le long terme, mais correspond tout de même encore à presque un quart des étudiants. Les premiers résultats de recherches ont montré que si des facteurs individuels peuvent expliquer une partie des risques d’abandon des études, il est évident que certains facteurs institutionnels et structurels des organisations universitaires jouent également un rôle pour la réussite des études.

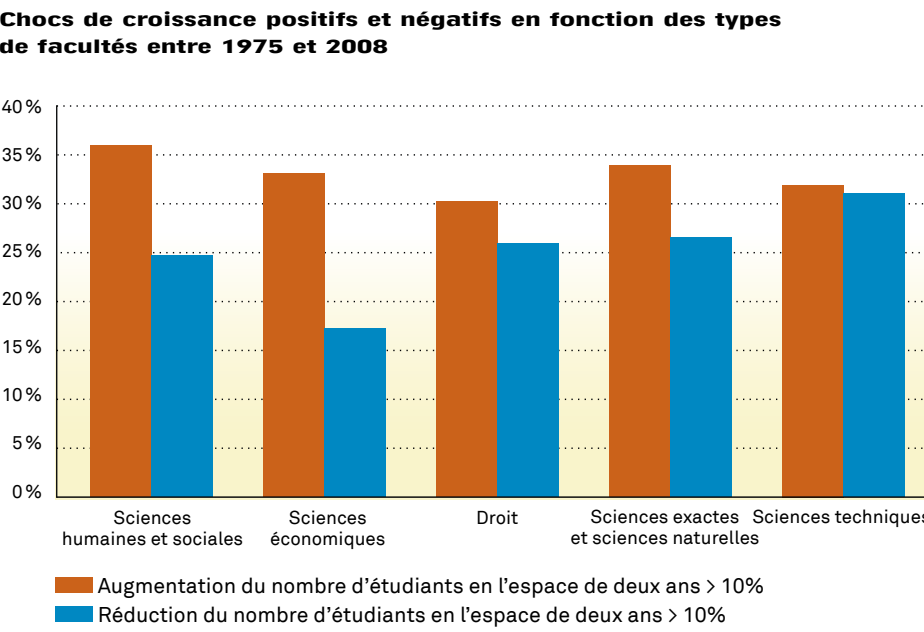
Par exemple, de nouvelles analyses en provenance des Etats-Unis montrent que durant les années marquées par une forte augmentation du nombre d’étudiants, le taux d’échec augmentait lui aussi. Ce phénomène est lié au fait que les dépenses publiques, et donc les conditions d’encadrement proposées par une université ou une faculté, ne s’adaptent que très lentement à l’augmentation du nombre d’étudiants, ce qui peut expliquer en partie l’augmentation des abandons dans les grandes volées d’étudiants.

Les variations ont des effets
De tels mécanismes agissent-ils aussi en Suisse? Un coup d’œil sur les statistiques du Système d’information universitaire suisse (SIUS) relatives aux volées des années 1975 à 2008 montre que, au niveau des universités comme des facultés, les fortes variations du nombre de nouveaux étudiants sont plus fréquentes qu’on pourrait le supposer. A l’université, un nouvel étudiant sur trois s’inscrit dans une discipline où le nombre d’étudiants a augmenté de plus de 10% par rapport à la moyenne des deux années précédentes (indépendamment de la tendance sous-jacente). Inversement, un nouvel étudiant

sur quatre est immatriculé dans une discipline où le nombre d’étudiants a reculé de plus de 10% (voir le graphique).

Si l’on analyse l’effet de variations aussi fortes sur le risque individuel d’abandonner ses études, il apparaît pour les grandes volées une augmentation statistiquement significative, quoique modérée. La course vers les études à la mode ne conduit donc pas simplement à davantage de changements de filières mais augmente aussi le risque d’une rupture définitive avec l’université. En revanche, un nombre plus bas d’étudiants dans une discipline donnée ne réduit pas le risque pour l’étudiant de rompre ses études. Comme les ressources d’une université s’adaptent lentement, mais plus ou moins

symétriquement, aux nombres croissants et décroissants des étudiants, la question se pose de savoir pourquoi le nombre d’abandons des études réagit différemment selon que le nombre d’étudiants augmente ou diminue. L’hypothèse prioritaire à vérifier se fonde sur la supposition suivante: lorsque le nombre d’étudiants augmente, les facultés sont fortement tentées de revenir aux conditions d’encadrement antérieures, en opérant une sélection plus forte. Par contre, lorsque le nombre d’étudiants baisse, les institutions ne cherchent pas à retrouver les conditions d’encadrement antérieures, plus mauvaises.



Exemple de lecture: un peu plus de 35% de tous les étudiants en sciences humaines et sociales ont commencé leurs études alors que le nombre d’étudiants de leur discipline venait d’augmenter nettement. Presque 25% des étudiants en sciences humaines et sociales ont entrepris leurs études alors que le nombre d’étudiants venait d’indiquer une nette baisse.

Source: SIUS, calculs par l’auteur

Interruptions d'études

Abandonner ses rêves, oser autre chose

Un étudiant sur quatre – soit nettement moins que dans les années 1980 – interrompt ses études. Les raisons sont nombreuses, tout comme les efforts visant à réduire encore davantage ces chiffres.

Par Anna Zbinden Lüthi, rédactrice de PANORAMA et conseillère en orientation universitaire

«J'aurais pu refaire ma première année de médecine et avoir encore une chance, mais j'ai senti qu'il était temps de dire adieu à mon rêve. J'ai longtemps gardé espoir et je me suis beaucoup battue», explique Sarah Hamdi, après avoir échoué deux fois à l'obstacle du *numerus clausus* et après une année d'études à l'Université de Lausanne qui s'est également soldée par un échec. «Cela devenait ridicule de s'acharner dans le seul objectif d'éviter à tout prix l'échec si mal perçu dans la société. Il n'est pas facile de trouver le bon moment d'abandonner un projet», ajoute-t-elle.

Selon le Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation, plusieurs facteurs augmentent le risque d'abandon des études: le fait d'être un homme, le fait d'être plus âgé que la moyenne des étudiants et les mauvais résultats obtenus au gymnase. Les études en sciences naturelles, en médecine, en pharmacie ainsi qu'en sciences exactes et techniques font partie des cursus avec les risques d'abandon les plus élevés.

Les étudiants abandonnent souvent en raison de mauvaises notes, de problèmes financiers ou par manque d'intérêt. Ils auront déboursé entre 16 000 et 26 000 francs par année pour les frais d'études et les dépenses de la vie courante. En outre, l'abandon leur coûte du temps et peut aboutir à une déception et à un rejet par l'environnement social, à une perte de sens, voire à une crise identitaire. Si les étudiants trouvent une solution cohérente, ils découvrent souvent de nouvelles perspectives, sont plus au clair sur leurs objectifs, aiguissent leur capacité de réflexion et élargissent leurs stratégies de recherche et d'apprentissage.

La Confédération et les cantons paient aussi des sommes considérables pour les hautes écoles: une année d'études coûte, par étudiant, entre 9 000 francs (psychologie appliquée HES, linguistique), 39 000 francs (musique, arts de la scène et autres arts) et 51 000 francs (technique dentaire). Selon le baromètre de Bologne 2013, chez les étudiants titulaires d'un certificat d'accès suisse et d'un diplôme obtenu dans des hautes écoles de même type, le taux d'échec est de 24,8%. En comparaison internationale, la Suisse se classe parmi les pays affichant un taux d'abandon relativement bas. Toutefois, les chiffres sont suffisamment élevés pour que des mesures de réduction de coûts soient recherchées à tous les niveaux.

Encourager les compétences de base pour les études

En 2011, la Confédération et les cantons ont décidé de procéder à une évaluation nationale de la réforme de la maturité. Cette évaluation s'est déroulée en deux temps. EVAMAR II, la seconde phase de l'évaluation, s'est concentrée sur la qualité de la formation gymnasiale et de la maturité. Sur la base des résultats, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique a lancé divers projets afin d'améliorer l'aptitude aux études des titulaires de la maturité. Un des projets, placé sous la direction du professeur Franz Eberle de l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université de Zurich, s'est attaché à identifier les compétences de base en mathématiques et en langue première constitutives de l'aptitude générale aux études supérieures. «Les compétences de base sont comme un savoir-faire technique requis dans la plupart des domaines d'études. Les gymnasiens qui ont des lacunes importantes ne sont en général pas aptes aux études, bien que leur certificat de maturité atteste le contraire», relève Franz Eberle. Le professeur ajoute qu'en raison du système de compensation – où des notes insuffisantes dans certaines branches sont compensées par de bonnes notes dans d'autres – le savoir et le savoir-faire minimaux ne sont pas assurés. «Les prérequis en matière de compétences de base pourraient être remplis grâce aux cours d'appui, à des matières utilisées dans les autres branches, à des demi-classes ou à des tests», recommande-t-il. Les objectifs globaux du gymnase, l'aptitude générale aux études ou la disposition à assumer des responsabilités au sein de la société doivent continuer à être atteints.

Mesures en faveur d'un taux de réussite plus élevé

Dans son rapport «Comment éviter le *numerus clausus* en Suisse?», economiesuisse propose huit réformes visant à augmenter le taux de réussite, dont des cours obligatoires d'orientation professionnelle, une expérience pratique en dehors de l'école, une certification des gymnases ou la publication du taux de réussite des gymnases.

Les offices cantonaux d'orientation universitaire soutiennent, en collaboration avec les gymnases, les futurs titulaires d'une maturité dans le choix des études par le biais de séances d'information, de conseils individuels, d'ateliers et de discussions en classe.

Les hautes écoles aussi travaillent activement à l'augmentation du taux de réussite: les responsables de filières très prisées (sciences des médias, sciences politiques, psychologie, notamment) ont proposé la mise en place de procédures de sélection

générales. Sur la base d'une recommandation de swissuniversities datant de 2010, ces limitations ont été instaurées pour les étudiants étrangers dans plusieurs hautes écoles suisses.

Les lois cantonales sur les universités pourraient aussi prévoir de manière générale des dispositions en matière d'admission pour les étudiants suisses, à condition toutefois que les moyens financiers ne suffisent plus à assurer des études en bonne et due forme et que l'égalité des chances reste garantie. Les cantons se sont exprimés en défaveur d'une procédure de sélection générale. En conséquence, les responsables des filières d'études ont développé plusieurs offres autour de la phase de démarrage des études: ateliers sur l'amélioration des stratégies d'apprentissage, cours d'introduction, tutorats, systèmes de coaching ou de mentorat, autoévaluations en ligne, année d'évaluation. L'année d'évaluation notamment constitue un obstacle important pour nombre de nouveaux étudiants. Les hautes écoles utilisent aussi des canaux d'information comme des journées portes ouvertes, des séances d'information et des sites Internet.

En Allemagne, l'entreprise de conseils aux entreprises et en ressources humaines ECS Unternehmens- und Personalberatung a opté pour une autre approche en développant, en collaboration avec l'Agence fédérale pour l'emploi, un site Web à l'intention des personnes qui abandonnent leurs études: le portail studienabbrecher.com contient des informations supplémentaires et des tests, payants pour certains.

Dans l'ensemble, on peut dire que le nombre important d'abandons n'influe pas sur la réputation d'une haute école. L'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), par exemple, présente une excellente note dans les classements internationaux mais affiche un taux d'abandon de 35% dans les premières années du cursus bachelor.

Diversité des facteurs d'influence

Comme esquissé plus haut, les gymnases, les hautes écoles, les services d'orientation et les milieux politiques préconisent de nombreuses solutions pour réduire le taux

d'abandon. Des résultats sont déjà visibles: si le taux d'abandon était encore de 40% en 1979, le taux de réussite a pu être augmenté grâce au nombre croissant d'étudiantes, qui ont souvent un taux de réussite supérieur. Il n'est pas encore certain que les mesures précitées auront l'effet escompté vu le grand nombre de facteurs entrant en ligne de compte. En 2005, lors d'une conférence de l'ASOU (Association suisse pour l'orientation universitaire), les conseillers et conseillères ont défini plusieurs facteurs influant sur la réussite des études:

- la motivation, l'intérêt (intérêt pour le domaine d'études et le domaine spécifique, curiosité, objectifs spécifiques à la branche et/ou à la profession, intérêt pour les théories et les langues étrangères);
- les conditions personnelles (santé physique et psychique, planification réaliste des finances, bon réseau social, compétences sociales et confiance en soi);
- l'information (idée réaliste du domaine d'études et des perspectives professionnelles ainsi que des conditions cadres institutionnelles);
- le comportement de travail (techniques de travail et d'apprentissage appropriées, intégration, gestion constructive des échecs, persévérance);
- les capacités intellectuelles (dons, intelligence, aptitudes spécifiques);
- l'équilibre personnel.

Le mot de la fin revient à Sarah Hamdi*: «Nous vivons manifestement avec la peur constante de l'échec. Dans le même temps, nous avons peur de regretter quelque chose. Est-ce là le résultat d'une société aux exigences trop élevées? Est-ce la raison pour laquelle nous avons du mal à abandonner? Comme si le fait de capituler était une forme de défaillance. Pourtant, la question est de savoir ce qu'on fait des conséquences: se noyer dans la déception ou développer de nouveaux rêves. Certains rêves doivent être abandonnés, mais la capacité de rêver, jamais.»

* La conclusion de Sarah Hamdi est extraite de son texte «Besser scheitern» (mieux échouer), qui lui a valu le prix «Essay» de la revue «Das Magazin».

RÉCIT DE VIE

Par Jonas Z., 22 ans



«Je ne m'étais pas assez informé»

Après avoir obtenu la maturité en 2012 à Berne, j'ai décidé de prendre une année sabbatique pour travailler et gagner un peu d'argent. J'avais déjà réfléchi à la question des études pendant le gymnase et j'avais opté pour les sciences de l'environnement à l'EPFZ.

J'y ai commencé mes études en septembre 2013. J'ai rapidement constaté que je ne m'étais pas assez informé sur ce qu'on allait apprendre et sous quelle forme. Par ailleurs, j'étais assez déçu des perspectives professionnelles. J'ai donc demandé à plusieurs personnes qui, à mes yeux, exerçaient des métiers passionnants ce qu'elles avaient étudié. La réponse a été unanime: physique. Six semaines après le début des cours, j'ai changé de voie, mais c'était déjà trop tard pour rattraper mon retard. J'ai donc suivi uniquement les cours d'introduction à la physique pour déterminer si c'était bien la filière qui me correspondait.

J'ai ensuite décidé de revenir à Berne, car le niveau était trop exigeant pour moi à l'EPFZ. Je me suis aussi rendu compte que la ville de Berne me plaisait bien plus que celle de Zurich. Aujourd'hui, je suis en 2e année de physique et mathématiques à l'Université de Berne et je suis très satisfait de ma décision. Je n'avais pas suffisamment réfléchi à ce que je voulais faire plus tard et je n'avais donc pas assez comparé les différentes filières d'études. C'est seulement quand on a commencé les études qu'on réalise comment c'est vraiment.

Résiliations de contrats d'apprentissage

Une charge, mais aussi un soulagement

Près d'un contrat d'apprentissage sur quatre est résilié prématurément. Les partenaires de la formation professionnelle entendent baisser ce taux, car il a notamment une grande influence sur le nombre de personnes qui restent sans formation postobligatoire. Que sait-on de ces résiliations?

Par Evi Schmid, enseignante dans le secteur Formation et Senior Researcher R&D à l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle

Fin mars 2015, les partenaires de la formation professionnelle – à savoir la Confédération, les cantons et les organisations du monde du travail – se sont donné comme objectif, dans une déclaration commune, de réduire le taux de ruptures d'apprentissage. Les associations professionnelles sont invitées à lancer des projets visant à analyser les interruptions d'apprentissage et les échecs aux examens dans les différentes professions afin d'obtenir des informations en vue de mesures de prévention. L'objectif fixé il y a dix ans de permettre à 95% des jeunes adultes d'obtenir un titre du degré secondaire II reste d'actualité. On ne sait pas à combien s'élève effectivement ce taux aujourd'hui, vu que les données individuelles n'étaient jusqu'à présent pas disponibles pour le calculer. Toutefois, les spécialistes estiment que l'objectif n'est pas encore atteint.

Il est tout à fait pertinent que les mesures visant à augmenter le taux de diplômés du degré secondaire II mettent l'accent sur les résiliations de contrats d'apprentissage. Ces dernières sont en effet la principale raison pour laquelle de nombreux jeunes n'obtiennent pas de diplôme de fin de formation. Seuls 2 à 3% des jeunes n'ont jamais entamé de formation; la part de ceux qui quittent le système éducatif après une rupture du contrat d'apprentissage est nettement plus élevée. Une résiliation du contrat d'apprentissage représente le plus grand risque pour les jeunes et les jeunes adultes de rester sans diplôme postobligatoire. Cependant, il n'existe pas suffisamment d'informations statistiques à l'échelle nationale sur l'étendue des résiliations de contrats d'apprentissage et sur la suite du parcours de formation des jeunes concernés. L'Office fédéral de la statistique (OFS) entend remédier à cette lacune (cf. encadré). Tour d'horizon des connaissances actuelles.

Formations à faible niveau d'exigences plus souvent touchées

Selon les professions, le taux d'interruption des apprentissages se situe entre 10 et 50%. En 2012, la moyenne se situait à 28% (toutes branches confondues). Les branches de l'hôtellerie-restauration, de la coiffure et des soins de beauté, le secteur des transports et des véhicules ainsi que certaines professions du bâtiment affichent des valeurs supérieures à la moyenne. Dans l'ensemble, il apparaît que les apprentissages caractérisés par un faible niveau d'exigences présentent des taux de rupture nettement plus élevés que les professions à niveau d'exigences moyen à élevé. En

outre, les jeunes étrangers sont davantage concernés. Aucune différence n'apparaît entre les femmes et les hommes.

Outre les caractéristiques individuelles, les aspects concernant les entreprises sont également importants. Ainsi, une étude réalisée auprès de cuisiniers et de peintres a montré que les entreprises ayant une bonne culture de formation étaient moins souvent confrontées aux ruptures de contrats. Ces entreprises se réfèrent davantage au plan de formation, forment des apprentis avec enthousiasme, se perfectionnent et dressent des rapports positifs sur la collaboration avec l'école professionnelle. Des études allemandes montrent par ailleurs que les entreprises qui mettent l'accent sur la relève font moins souvent face aux résiliations de contrats d'apprentissage que celles pour qui les prestations productives des apprentis sont plus importantes. A cela s'ajoute le constat que les ruptures de contrats sont plus rares dans les grandes entreprises que dans les petites. La situation sur le marché des places d'apprentissage joue également un rôle: en Allemagne, le taux de résiliation est par exemple plus élevé quand l'offre de places d'apprentissage dépasse la demande. De leur côté, les entreprises se voient plutôt contraintes d'engager des candidats plus éloignés du profil recherché.

Les contrats d'apprentissage sont résiliés pour diverses raisons: individuelles, structurelles, professionnelles ou liées à l'entreprise. Les enquêtes menées auprès des apprentis et des formateurs concernés montrent qu'une rupture de contrat d'apprentissage est le plus souvent due à plusieurs facteurs qui s'additionnent, voire se renforcent les uns les autres. Par ailleurs, il

arrive que les apprentis et les formateurs ne justifient pas la rupture de la même manière. Certes, les deux parties citent le plus fréquemment les problèmes de performances, mais elles y voient souvent une origine différente: les apprentis renvoient couramment à la qualité de formation en entreprise, ce qui est rarement le cas chez les formateurs. Les seconds imputent principalement la résiliation du contrat aux apprentis et évoquent, outre les performances de ces derniers à l'école et dans l'entreprise, leurs efforts insuffisants ou des problèmes avec leurs parents. Il est donc difficile de citer des causes «objectives» aux résiliations de contrats

Détermination d'un taux de résiliation de contrats d'apprentissage

Jusqu'à présent, aucun chiffre n'a été publié au niveau national sur le taux de résiliation de contrats d'apprentissage. Outre le manque de données individuelles, la situation s'explique par les exigences élevées face aux données et à la méthode de calcul. Selon la méthode appliquée, le taux d'interruption peut être de 20 points plus haut ou plus bas. Les diverses méthodes sont souvent utilisées sans tenir compte du contexte méthodologique et les chiffres sont comparés malgré des méthodes de calcul différentes. L'introduction d'un identificateur personnel au niveau fédéral en 2011 ouvre de nouvelles perspectives statistiques. Sur mandat de l'OFS, l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle élabore actuellement un rapport méthodologique contenant des recommandations sur la détermination d'un taux de résiliation de contrats d'apprentissage, d'un taux de réinsertion et d'un taux d'interruption. L'objectif est que ces chiffres puissent être calculés puis publiés régulièrement de manière uniforme. Les premiers résultats sont attendus pour 2016.

d'apprentissage, mais il est certain que ces dernières représentent la fin d'un long processus, souvent compliqué et pesant.

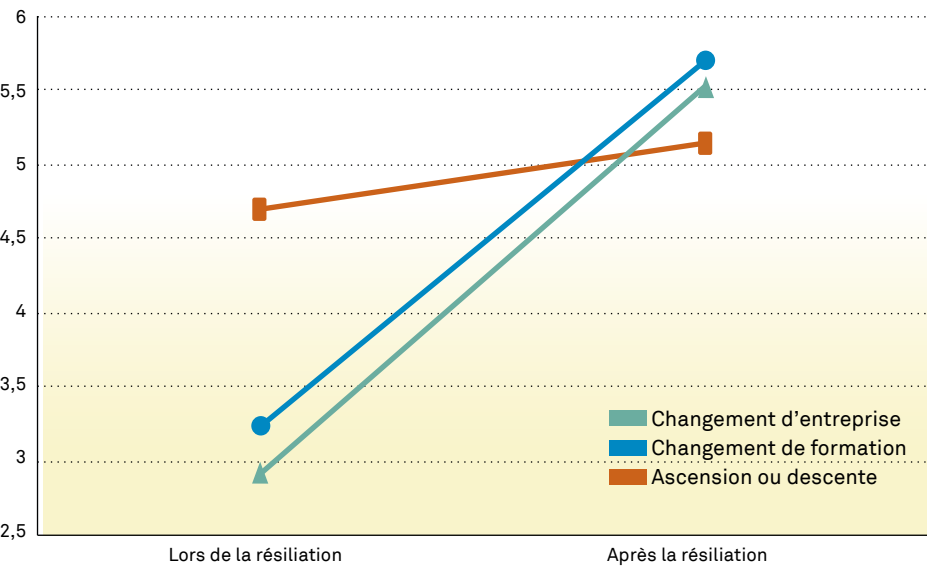
La plupart continuent

Les résiliations de contrats d'apprentissage n'aboutissent pas toujours à une interruption de la formation: entre 60 et 75% des jeunes adultes concernés entament une nouvelle formation – souvent peu de temps après la résiliation du contrat. La majorité d'entre eux poursuivent la formation qu'ils avaient entamée dans une autre entreprise formatrice (changement d'entreprise) ou passent, au sein du même champ professionnel, à une formation à exigences moins élevées – rarement à exigences plus élevées (ascension ou descente). Le passage à une formation initiale dans un autre champ professionnel ou à une formation en école est nettement plus rare (changement de formation). Les jeunes qui continuent sont largement plus satisfaits de la suite de la formation ou de la nouvelle formation entamée qu'ils ne l'étaient avant la résiliation du contrat d'apprentissage (cf. graphique). Cette résiliation leur a permis d'améliorer leurs conditions de travail et de formation, de corriger leur choix de profession ou de se réorienter.

Toutefois, on ne connaît pas le nombre de personnes qui terminent effectivement leur (nouvelle) formation suite à une résiliation de contrat. Selon les estimations, elles devraient être entre 50 et 70%. Entre un tiers et la moitié des jeunes adultes ayant rompu leur contrat d'apprentissage quittent le système éducatif sans diplôme formel. Ces jeunes adultes se trouvent souvent dans une situation précaire sur les plans professionnel et privé. Nombre d'entre eux ont des ressources limitées pour surmonter leurs difficultés, trouver une nouvelle place de formation ou recommencer à zéro. Il faut donc saluer l'objectif des partenaires de la formation professionnelle d'éviter les interruptions de contrats d'apprentissage.

Schmid, E. (2012): Ausstieg oder Wiedereinstieg? Die Konsequenzen von Lehrvertragsauflösungen auf den weiteren Ausbildungsverlauf von Jugendlichen. In: Baumeler, C., Ertelt, B.-J. & Frey, A. (Ed.), Diagnostik und Prävention von Ausbildungsabbrüchen in der Berufsbildung (p. 239–253). Landau, Verlag Empirische Pädagogik.

Satisfaction envers la formation avant et après la résiliation du contrat d'apprentissage (moyenne)



Les résiliations de contrats d'apprentissage aboutissent le plus souvent – lorsque les personnes concernées entament une nouvelle formation – à une satisfaction plus élevée vis-à-vis de la formation. Echelle de 1 (très insatisfait) à 7 (très satisfait).



Résiliations de contrats d'apprentissage: la fin d'un long processus souvent compliqué et pesant.